



RAPPORT DE CONSULTATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CANADA

INFORMATIONS DE BASE SUR LE REGROUPEMENT

Actif depuis 1998, le Collectif pour un Québec sans pauvreté regroupe une quarantaine d'organisations nationales québécoises, populaires, communautaires, syndicales, religieuses, féministes, étudiantes et coopératives, ainsi que des collectifs régionaux dans la plupart des régions du Québec. Des centaines de milliers de citoyen-ne-s adhèrent à ces organisations qui ont dans leur mission la lutte à la pauvreté, la défense des droits et la promotion de la justice sociale. Depuis le début, le Collectif travaille en étroite association AVEC les personnes en situation de pauvreté.

INFORMATIONS SUR LE PROCESSUS DE CONSULTATION UTILISÉ PAR LE REGROUPEMENT

Le Collectif a utilisé un sondage de type SurveyMonkey auprès de ses collectifs régionaux. Huit d'entre eux ont complété le sondage.

ODD PRIORITAIRES POUR VOTRE REGROUPEMENT

Cinq ODD sont jugés prioritaires par le Collectif, soit :

- ➔ ODD 1 Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.
- ➔ ODD 2 Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.
- ➔ ODD 3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge.
- ➔ ODD 4 Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.
- ➔ ODD 10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Comment faire pour réaliser les ODD au Canada?

Pour réaliser les ODD qui sont prioritaires pour votre regroupement, quels sont les politiques, les investissements ou les actions que le Canada devrait mettre en œuvre selon vous?

ODD 1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

Une majorité de répondant-e-s (6/8) considère que le rehaussement des protections publiques pour assurer à tous et toutes un revenu au moins égal à la mesure du panier de consommation (MPC), soit 18 238 \$ par année (2018) et la fixation du salaire minimum à 15 \$ l'heure, afin qu'une personne seule travaillant 35 heures par semaine sorte de la pauvreté, font partie des politiques que le Canada devrait mettre en place



pour réaliser l'ODD 1. Cinq répondant-e-s considèrent que la réduction des inégalités devrait faire partie des chevaux de bataille du gouvernement ainsi que l'amélioration continue de l'accès, sans discrimination, à des services publics universels et de qualité. Enfin, cinq répondant-e-s pensent qu'une campagne sociétale visant à changer les mentalités et à contrer les mythes sur la pauvreté et les préjugés envers les personnes qui la vivent aiderait le Canada à concrétiser l'ODD 1.

ODD 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

Il y a unanimité (8/8) auprès des répondant-e-s quant à l'importance de délaisser l'agriculture industrielle et le recours aux pesticides polluants. Privilégier l'agriculture biologique et la proximité entre le lieu de production et la mise en marché du produit fait également l'unanimité auprès des répondant-e-s. Enfin, une majorité de répondant-e-s (5/8) considère que la fixation du prix d'un panier d'aliments de base, l'adoption d'une politique alimentaire engageant l'ensemble des ministères et l'adoption d'une loi-cadre sur le droit à l'alimentation font partie des solutions.

ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

Une majorité de répondant-e-s (6/8) considère que le maintien d'un système de santé gratuit et universel et la gratuité des médicaments pour toutes les personnes vivant avec un revenu inférieur à la mesure du panier de consommation, de même que l'augmentation du financement des services de première ligne, des soins à domicile et des ressources en santé mentale sont des mesures que le Canada devrait soit mettre en place, soit bonifier. Dans une moindre mesure (2/8), une meilleure protection de l'environnement est vue comme une mesure permettant la réalisation de l'ODD 3.

ODD 4 : Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

La presque totalité des répondant-e-s (7/8) pense que la gratuité de la formation scolaire, du primaire aux études supérieures, est une mesure incontournable à la réalisation de l'ODD 4. Par ailleurs, six répondant-e-s sur huit considèrent que l'abolition des subventions gouvernementales aux écoles privées fait également partie de la solution. Enfin, cinq répondant-e-s avancent que l'abolition des frais scolaires de toutes sortes ainsi que le juste financement des groupes communautaires et des institutions publiques se spécialisant dans l'alphabétisation, la formation professionnelle, l'enseignement aux adultes et la francisation des immigrantes et des immigrants devraient être privilégiés.

ODD 10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre.

Les mesures privilégiées par une majorité de répondant-e-s (5/8) pour réduire les inégalités sont nombreuses : multiplication des paliers d'imposition, rétablissement d'un équilibre entre la fiscalité des individus et celle des entreprises, rétablissement de la taxe sur le capital des entreprises financières, gel des tarifs d'hydroélectricité, abolition des tarifs préférentiels d'hydroélectricité aux entreprises, diminution de moitié des tarifs pour le transport en commun, augmentation du parc de logements sociaux et, enfin, établissement d'un écart maximal entre le salaire des dirigeant-e-s d'une entreprise et celui de ses employé-e-s.



NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ

Quels sont actuellement les plus grands obstacles au Canada pour parvenir à ne laisser personne de côté?

Deux obstacles ont été plus fortement identifiés, soit les préjugés envers les personnes en situation de pauvreté (6/8) et le manque de volonté politique (5/8). Le populisme, la discrimination et l'exclusion/isolement des personnes ont, dans une moindre mesure, également été identifiés comme des obstacles pour parvenir à ne laisser personne de côté.

Comment le Canada peut-il s'assurer d'être plus inclusif et de ne laisser personne de côté dans la réalisation des ODD?

Six répondant-e-s sur huit pensent que réduire les inégalités socioéconomiques entre les plus pauvres et les plus riches et mettre en place une campagne sociétale visant à contrer les mythes sur la pauvreté et les préjugés envers les personnes qui la vivent favoriseraient l'inclusion de tous et toutes dans la réalisation des ODD. Une majorité de répondant-e-s (5/8) considèrent que le rehaussement des protections publiques pour assurer à toutes et à tous un revenu au moins égal à la mesure du panier de consommation, la fixation du salaire minimum à 15 \$ l'heure et l'amélioration continue de l'accès, sans discrimination, à des services publics universels et de qualité participeraient également à leur réalisation.

INDICATEURS

Est-ce que les indicateurs proposés par le Canada pour évaluer la réalisation des ODD (en particulier ceux qui sont prioritaires pour vous) sont adéquats? Pourquoi? Avez-vous de meilleurs indicateurs à proposer?

Au sujet des indicateurs, l'ensemble des répondant-e-s (8/8) remet en question l'utilisation de la mesure du panier de consommation (MPC) comme indicateur de sortie de pauvreté. La MPC est un indicateur de faible revenu fondé sur le coût d'un panier de biens et services, qui représente ce dont une personne ou une famille a besoin pour répondre à ses besoins de base. Or, sortir de la pauvreté et satisfaire ses besoins de base, ce n'est pas la même chose.

Comme il n'existe pas, à l'heure actuelle, d'indicateur fiable pour marquer la sortie de la pauvreté, l'ensemble des répondant-e-s (8/8) propose de choisir, faute de mieux, la mesure de faible revenu à 60 % (MFR-60) comme seuil de pauvreté officiel.